

**Syndicat CGT des Retraités
des Etablissements Militaires
de Bourges et d'Avord**

Bourges, le 8 janvier 2009

8, Place Malus
18000 BOURGES

A

Monsieur le Président
de la République

Monsieur le Président,

Nous apprenons par la presse votre décision de transformer le statut étatique de La Poste en société de droit privé à capital d'Etat. En passant outre la représentation nationale, Assemblée Nationale comme Sénat, cette décision témoigne d'une dérive monarchique que nous condamnons et réprouvons. La promesse de ne pas ouvrir le capital au secteur privé n'engage que ceux qui y croient ; vos promesses non tenues concernant le capital d'EDF et de GDF sont là pour le rappeler. C'est la privatisation de La Poste que vous voulez engager. Comme nous le vivons avec Télécom, EDF et GDF, les conséquences de la privatisation de La Poste seraient lourdes pour la continuité et l'équité d'accès au service public.

Plusieurs événements dramatiques survenus dans les hôpitaux témoignent de l'état de délabrement de notre service public de santé. Deux tiers des hôpitaux publics sont aujourd'hui en déficit et la réduction des effectifs (2.600 postes supprimés en 2008 à l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris dont 2.000 infirmières, pour ne citer que la région parisienne) sert de mesure d'ajustement des budgets. Et vous voudriez nous faire croire que c'est un manque de coordination qui a conduit un patient à attendre six heures au SAMU et le contact téléphonique de 27 hôpitaux pour trouver un lit de réanimation libre pour l'accueillir !.... Faut-il s'étonner qu'une information bien peu médiatisée fasse état que notre qualité de soins soit passée du premier au dixième rang européen en moins de cinq ans. Les réductions de crédits et de personnels n'y seraient pour rien !.... Et nous ne croyons pas que c'est en confiant aux cliniques privées des missions de service public (moyennant des financements publics), prévu dans le projet de loi qui doit être examiné dans les jours prochains, que la situation sera améliorée. Les cliniques privées sont des établissements à but lucratif (cotation en bourse et distribution de dividendes) ce qui va à l'encontre des missions de service public.

Afin de limiter le transfert sur les générations futures (via la CADES et les CRDS) des « dettes » de la Sécu (en fait des dépassements de budgets programmés chaque année dans la loi de finance de la Sécu par l'insuffisance des prévisions budgétaires) vous avez décidé de transférer sur les complémentaires santé (mutuelles et assurances) une contribution aux dépenses de soins sous forme d'une taxe sur le chiffre d'affaire (de l'ordre de un Milliard d'€uros pour 2008) ; contribution qui d'exceptionnelle deviendrait en fait pérenne et s'ajouterait aux autres taxes sur les complémentaires santé telle celle pour le financement de la CMU.... Après les forfaits, franchises, déremboursements de médicaments...., c'est donc une nouvelle contribution qui sera demandée à ceux qui peuvent encore faire le sacrifice de souscrire une complémentaire santé. Les mutuelles et les assurances ont annoncé l'augmentation des cotisations pour faire face à cette taxe.

26 Milliards d'€uros pour les banques pour éponger les pertes des « boursicoteurs » (traders, dirigeants, actionnaires).

18 Milliards d'€uros par an pour les riches (droits de successions, bouclier fiscal, baisse ISF, IR et IS, niches fiscales....).

33 Milliards d'€uros d'exonérations patronales en 2009, dont l'Etat ne remboursera que 92 % à la Sécu (soit un prélèvement de 2,64 Milliards d'€uros dans les Caisses de la Sécu), exonérations qui ne serviront qu'à l'augmentation des dividendes distribués aux actionnaires et sont une prime à la politique des bas salaires.

.....

Mais 8 millions de français qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (y compris en travaillant) dont un grand nombre de retraités (3 millions, dont une très large majorité de femmes, perçoivent le minimum contributif).

Monsieur le Président, au nom de nos mandants, syndiqués CGT de notre Syndicat des Retraités des Etablissements Militaires de Bourges et Avord (Fonctionnaires, Ouvriers de l'Etat, Non Titulaires de l'Etat et du Régime Général de droit privé) nous disons ÇA SUFFIT. Vos gesticulations médiatiques pour justifier vos réformes libérales passées et à venir ne passent pas.

Les Milliards d'€uros de fortune des riches sont le fait de l'exploitation de classe subie par les salariés (le nouvel esclavagisme de la fin du XXème siècle et de ce début du XXIème). Et pour une large part, le krach boursier et la crise financière sont le résultat de l'effondrement depuis 25 ans de la part des salaires dans les richesses créées. Les exploiters et « boursicotiers » d'hier doivent payer aujourd'hui ; l'Etat et les citoyens français n'ont pas à éponger les pertes des banques ni celles des exploiters et « boursicotiers ». Et pour enrayer la crise, il faut relancer l'investissement, notamment dans le secteur public, par la création d'un pôle public financier d'investissement, il faut relancer le commerce intérieur par l'augmentation des salaires et pensions. De l'argent il y en a en France.

Le capitalisme et son bras armé le néolibéralisme portent en eux l'essence même de l'escroquerie mafieuse. Quand un système est pourri, on ne l'alimente pas, on le change.

C'est pourquoi, au nom de nos mandants, nous exigeons :

- Une revalorisation substantielle de l'ensemble des pensions, et notamment des plus petites, dès le premier janvier, et non au premier avril comme vous l'envisagez.
- L'abandon de la transformation du statut étatique de La Poste et le retour au statut d'Etat pour Télécom, GDF et EDF
- L'abandon du projet de loi « hôpital, santé, patients, territoires », l'arrêt des fermetures et services et hôpitaux, l'arrêt des suppressions d'emplois de personnels soignants
- L'arrêt des transferts des dépenses de la Sécu sur les complémentaires santé ; la suppression de tous les forfaits et franchises médicales, la prise en charge à 100 % par la Sécu de l'ensemble des soins de santé, seule solution pour assurer une véritable équité d'accès aux soins à l'ensemble des citoyens en renforçant la solidarité intergénérationnelle.

Monsieur le Président, soyez assuré que nos mandants exprimeront avec force ces exigences le 29 janvier et que nous ne manquerons pas d'appeler l'ensemble des retraités à se joindre à eux.

Pour le Syndicat
Pour le Bureau Syndical

André DOUCERON